

**N° 50/CA du Répertoire**

**N° 2013-170/CA3 du Greffe**

**Arrêt du 18 juillet 2014**

**AFFAIRE : CHINCOUN ROMUS**

**C/**

**ZOTONDI DANSOU**

**ZOTONDI HOTEJNI**

**ZOTONDI HOUNSINO**

**REPUBLIQUE DU BENIN**

**AU NOM DU PEUPLE BENINOIS**

**COUR SUPREME**

**CHAMBRE ADMINISTRATIVE**

La Cour,

Vu la requête introductive d'instance en date à Cotonou du 05 novembre 2013, enregistrée au greffe de la Cour le 07 novembre 2013 sous le n° 1335/GCS par laquelle Romus CHINCOUN, a saisi la Cour d'un recours ayant pour objet « demande d'ordonnance de déguerpissement »;

Vu la lettre en date à Cotonou du 28 février 2014, enregistrée à la Chambre administrative de la Cour suprême le 05 mars 2014 sous le n° 184/CS/CA3, par laquelle, le requérant, face à la persistance de la situation, a sollicité de la Cour, la délivrance d'un acte de cessation de tous travaux sur son domaine ;

Vu la loi n°2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu la loi n°2008-07 du 28 février 2011 portant code de procédures civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes ;

Vu l'ensemble des pièces du dossier ;

Où le conseiller **Etienne S. AHOUANKA** en son rapport ;



Ouï l'avocat général **Onésime G. MADODE** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que le requérant, après maintes tentatives de faire déloger les consorts ZOTONDJI, occupants illégaux de son domaine, par le soin des forces de l'ordre et du procureur de la République près le tribunal de première instance de Ouidah, « s'en remet au sens aigu de justice de la Cour suprême pour faire libérer son bien » ;

Considérant que la correspondance de la Cour, réclamant au requérant son mémoire ampliatif ainsi que l'acte administratif ou l'acte d'une autorité administrative qui se trouve à la base de l'occupation censée illégale de sa propriété par les consorts ZOTONDJI, est restée sans suite ;

Considérant la lettre en date à Cotonou du 22 avril 2014, portant en objet désistement d'action, enregistrée au greffe de la Cour le 22 avril 2014 sous le numéro 371 /GCS, dans laquelle, le requérant indique : « Après maintes analyses sur mes requêtes adressées à votre intention, il m'a été conseillé de saisir le tribunal de première instance de Ouidah selon la décentralisation ;

A cet effet, j'ai formulé une autre requête le 10 mars 2014 à l'endroit du tribunal de première instance de Ouidah. » ;

Que le requérant s'étant ainsi désisté de la présente instance, il y a lieu, de lui donner acte de ce désistement volontaire de son action ;

**PAR CES MOTIFS,**

**DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est donné acte à Romus CHINCOUN de son désistement d'action.

**Article 2 :** Les frais sont mis à la charge du requérant.

**Article 3:** Le présent arrêt sera notifié aux parties et au Procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :

**Jérôme O. ASSOGBA**, conseiller de la chambre administrative ;

**PRESIDENT** ;

**Etienne M. FIFATIN**  
Et  
**Etienne S. AHOUANKA**

**CONSEILLERS** ;

Et prononcé à l'audience publique du mercredi dix-huit juillet deux mille quatorze, la Cour étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

**Onésime G. MADODE**, Avocat général,

**MINISTERE PUBLIC** ;

**Calixte A. DOSSOU-KOKO**,


**GREFFIER** ;

Et ont signé

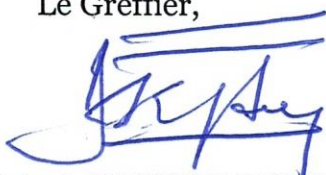
Le Président,

Le Rapporteur,

**Jérôme O. ASSOGBA**

  
**Etienne S. AHOUANKA**

Le Greffier,

  
**Calixte A. DOSSOU-KOKO**

